

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 02/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### GRAND LYON METROPOLE- DIRECTION DE L'EAU

20 rue du Lac  
69003 Lyon

Références : UD-R-CTESSP-25-235-LD  
Code AIOT : 0006111138

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement GRAND LYON METROPOLE- DIRECTION DE L'EAU implanté Avenue des Frères Lumière ZI de Genay 69250 Neuville-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 05/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle de l'inspection des installations classées et pour réaliser les suites de la précédente visite d'inspection de 2022. Cette visite a également été l'occasion d'aborder le dossier de réexamen IED de l'installation, actuellement en cours d'instruction par l'inspection et donc les suites aboutiront à un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAND LYON METROPOLE- DIRECTION DE L'EAU

- Avenue des Frères Lumière ZI de Genay 69250 Neuville-sur-Saône
- Code AIOT : 0006111138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole de Lyon exploite, sur la commune de Neuville-sur-Saône, une station de traitement des eaux usées de la zone industrielles de Genay (STEU de Genay ZI).

Son exploitation est autorisée et encadrée par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2013 et l'établissement relève de la rubrique 3710 de la nomenclature, relative au traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations mentionnées à l'annexe I de la directive IED.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article annexe 3	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Demande d'action corrective	2 mois
3	GIDAF	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article titre 5 de l'annexe 6.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.2.7	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	eaux pluviales - séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.4, alinéas 2, 4 et 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

**L'exploitant devra tenir à disposition de l'inspection, selon les délais mentionnés dans les fiches de constat du présent rapport,** les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2013
<b>Constats :</b>  Lors des précédentes visites, l'inspection avait constaté que les volumes arrivant à la station entraînaient quasi systématiquement un by-pass du bassin tampon de 600 m <sup>3</sup> des effluents prétraités dans la Saône. Ainsi, des eaux partiellement traitées partent donc dans la Saône. L'exploitant explique les réseaux de collecte sont enterrés profondément sur la Z.I (en dessous du niveau de la nappe) et que des fuites sur ce réseau, amènent la nappe souterraine à s'y infiltrer et donc à apporter des eaux claires parasites à la STEP de Genay (taux compris entre 65 et 70 % d'après les études présentées en 2022). Depuis la précédente inspection réalisée en 2022, l'exploitant a ainsi fait réaliser des travaux sur une partie du réseau (1000 mètres linéaires au niveau de la rue Jacquard) mais ne permettant pas de solutionner entièrement le débit journalier entrant. Il précise que de nouveaux diagnostics sont en cours pour comprendre l'origine de ces entrées parasites et qu'un budget spécifique est alloué à ce sujet. L'inspection constate que les travaux réalisés ont effectivement permis de diminuer partiellement le débit entrant mais qu'il convient de poursuivre les efforts engagés pour s'assurer à la fois de l'isolement des réseaux, du respect des valeurs limites d'émission et empêcher la dilution des effluents en amont de la STEP.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>L'exploitant transmettra un plan d'actions avec échéancier pour les diagnostics, études et travaux permettant de réduire significativement l'arrivée des eaux claires parasites et donc le débit entrant à la STEP.</p> <p>L'inspection propose de reprendre ce plan d'action et les échéances proposées dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui sera proposé à la préfète du Rhône lors de l'instruction du dossier de réexamen de l'installation et positionnement RSDE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : eaux pluviales - séparateurs à hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.4, alinéas 2, 4 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, séparateurs à hydrocarbures
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/08/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur des voiries et des aires de stationnement sont collectées par un réseau spécifique, traitées par dispositif séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné ou tout autre dispositif d'effet équivalent puis rejetées au bassin d'infiltration du site.(...)</p> <p>Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des dispositifs séparateurs d'hydrocarbures ou tout autre dispositif d'effet équivalent, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'exploitant n'avait été en mesure de présenter les bordereaux de suivi de déchets afin de justifier du curage du séparateur.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente un BSD incomplet en date du 17/12/2024 indiquant le curage du dispositif avec une quantité estimée de 3 tonnes de déchets (boues).</p> <p>L'exploitant envoie postérieurement à la visite, le bordereau trackdéchet lié au curage du dispositif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article titre 5 de l'annexe 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, transmission de l'autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'application informatique GIDAF permettra à terme la saisie directe des informations demandées par l'annexe 5.3 et leur télétransmission à l'inspection [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait noté l'absence de transmission de l'autosurveillance sur GIDAF depuis février 2022.</p> <p>A la date de la présente visite, l'inspection constate que GIDAF est bien renseigné mensuellement. Après un contrôle par sondage entre les résultats transmis par l'exploitant (effluents et eaux pluviales) et les données transmises sur GIDAF, l'inspection ne constate pas d'écart en lien avec les effluents. Cependant, les données renseignées sur GIDAF concernant le mois de mai 2024 sont différentes des données fournies après la visite par l'exploitant (pas de rapport d'analyse).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir le rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales de mai 2025 et de corriger le cas échéant GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Registre des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets</p>

<p>sortants contient au moins les informations suivantes :a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
---

#### Constats :

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre le registre des déchets non dangereux, conforme à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif au registre des déchets.

Lors de la présente visite, l'exploitant fournit un registre informatique des déchets non dangereux présentant notamment :

- la date de sortie de l'installation
- la dénomination, nature et quantité
- l'origine du déchet
- la gestion et le transport du déchet
- la destination du déchet

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 5 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consignes et vannes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>Un dispositif d'isolement du réseau d'eau pluviale du site sera également installé pour prévenir tout déversement accidentel ou d'eaux incendies au milieu naturel.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique qu'un réseau d'eaux pluviales collecte toutes les eaux du site de Genay (via les bouches d'égout) et les amènent dans un premier bassin de rétention. Si aucune pollution n'est avérée, les eaux sont ensuite dirigées vers le bassin d'infiltration par une vanne située entre les deux bassins. Cette vanne d'isolement fonctionne correctement et est contrôlée régulièrement par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant précise que cette vanne est testée au moins 1 fois par semestre : il remplit le bassin d'isolement et teste la vanne entre les deux bassins. Il reconnaît cependant ne pas tracer ce test sauf dans le fichier de suivi "exploitant" non disponible au moment de la visite mais fournit au format Excel post inspection (années 2023 à 2025).</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que le bassin d'isolement nécessitait un nettoyage et des réparations (des plantes avaient poussé à travers la bâche plastique de protection).</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate que la bâche a été nettoyée et réparée, celle-ci est en bon état général.</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant mettre en place un document signé par les intervenants justifiant du bon essai de la vanne et de la conclusion de cet essai, ce qui n'a pas été réalisé à la date de la présente visite.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un document signé par les intervenants (Fiche d'intervention ou de contrôle périodique par exemple) justifiant du bon essai de la vanne entre le bassin d'isolement et le bassin d'infiltration et de la conclusion de cet essai.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois